

Allocution de la secrétaire d'État sur l'Initiative mondiale des États-Unis en matière de santé

« La prochaine phase du rôle prééminent des États-Unis dans le monde »

(Début de la transcription)

*Département d'État des États-Unis
Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'État
École des hautes études internationales
Washington
Le 16 août 2010*

L'initiative mondiale en matière de santé : la prochaine phase du rôle prééminent des États-Unis en matière de santé dans le monde

Je vous remercie. C'est un tel plaisir de se trouver ici de nouveau à la SAIS (École des hautes études internationales), et je tiens à remercier M. Einhorn pour ses propos chaleureux et pleins de délicatesse. Il s'agit d'un établissement d'enseignement exceptionnel, et je n'avais aucune idée que nous (le département d'État) comptions 300 de vos anciens élèves, mais je vois tous les jours les résultats du travail, de la recherche, des études et de la préparation qui ont lieu ici à la SAIS. Nous sommes l'employeur très fier de nombreux anciens élèves de la SAIS, et j'espère qu'un grand nombre d'entre vous viendront se joindre à nous dans les années à venir.

Outre les contributions que l'université Johns Hopkins apporte dans les domaines de la diplomatie et du droit international, je tiens à ajouter quelques détails à ce que M. Einhorn a indiqué au sujet des contributions dans le domaine de la santé. L'université abrite une faculté de médecine et une école d'infirmières excellentes ainsi que l'École Bloomberg de santé publique. La devise de cette école, « Protéger la santé et sauver la vie, des millions de personnes à la fois », exprime la possibilité ainsi que la responsabilité propres à la recherche d'une santé meilleure, qu'il s'agisse de notre pays ou d'ailleurs dans le monde. Les nouveaux progrès et les nouvelles connaissances sur la manière dont on peut lutter contre les maladies et sauver des gens ne font qu'ajouter à notre responsabilité en tant que chercheurs, enseignants, étudiants, gouvernants et en tant que pays. Chacun de nous, je crois, est appelé à trouver les moyens d'apporter ces solutions aux personnes qui en ont besoin, en quelque endroit qu'elles se trouvent.

De nombreuses personnes qui contribuent à la santé dans le monde sont ici parmi nous, notamment des représentants de plusieurs pays partenaires et donateurs, d'ONG, du secteur privé, des institutions multilatérales et d'entreprises semi-publiques. Je tiens à manifester ma gratitude pour vos contributions pour ce qui est de sauver la vie dans le monde, souvent de millions de personnes à la fois.

C'est là la mission dont j'aimerais vous parler aujourd'hui : la manière dont le gouvernement Obama renforce le long engagement de notre pays en faveur de la santé dans le monde en offrant des moyens de prévention, des traitements et des soins à un plus grand nombre de personnes dans plus de pays.

C'est un des signes du rôle prééminent des États-Unis dans le monde à l'heure actuelle. C'est aussi une cause qui m'est très chère. J'ai eu le privilège de me rendre dans de nombreuses parties du monde pour le compte de notre pays au cours des vingt dernières années. Au cours de mes voyages, j'ai fait la connaissance d'une multitude de personnes qui ensemble constituent un témoignage des effets que peuvent avoir dans le monde des programmes judicieux de santé.

J'ai vu des cultivateurs séropositifs au Kenya qui ont maintenant la force, grâce à des médicaments antirétroviraux, de passer leurs journées dans les champs à gagner leur vie ; des enfants en Angola qui se réveillent tous les jours sous une moustiquaire et qui s'en vont à l'école désireux d'apprendre, sans être atteints du paludisme ; des jeunes mères en Indonésie qui montrent avec fierté leur nourrisson en bonne santé à qui elles ont donné naissance grâce à l'aide de sages-femmes ayant suivi une formation ; des hommes et des femmes qui ont atteint l'âge adulte sans avoir été frappés par la poliomyélite ou la rougeole grâce à la vaccination contre ces maladies pendant leur enfance.

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects de la santé mondiale que j'ai observés, des gens non seulement qui sont vivants mais aussi qui contribuent à la société en tant que parents, travailleurs et citoyens, grâce aux pouvoirs publics, aux organismes, aux fondations et aux universités telles que John Hopkins qui collaborent pour apporter des soins médicaux et des informations au sujet d'une bonne hygiène de vie dans un plus grand nombre de parties du monde.

Ce sont aussi les aspects de l'engagement des États-Unis. Aucun autre pays n'a jamais fait davantage pour améliorer la santé dans le monde. Nous avons joué un rôle de premier plan en ce qui concerne quelques-unes des grandes réussites de notre temps dans ce domaine. La variole a sévi dans le

monde pendant des milliers d'années jusqu'à ce que nous ayons contribué à y mettre fin grâce à la campagne d'éradication de l'Organisation mondiale de la santé dans les années 1960 et 1970. Le Programme élargi de vaccination a permis de vacciner près de 80 % des enfants du monde, alors que ce pourcentage n'était que de 5 % au moment du lancement de ce programme il y a trente-six ans, et il l'a fait en grande partie grâce à l'aide financière et au soutien des États-Unis. La distribution mondiale des oligo-éléments que nous avons contribué à mettre au point protège la santé de nombreux millions de jeunes enfants et de femmes enceintes.

Par ailleurs, nous jouons un rôle primordial dans la lutte contre les maladies tropicales négligées, en touchant 59 millions de personnes rien que ces quatre dernières années. Nous contribuons à prévenir le paludisme et à le soigner chez plus de 50 millions de personnes tous les ans et nous fournissons près de 60 % du financement mondial de la lutte contre le sida. En tout, 40 % de l'ensemble du financement mondial de l'aide au développement dans le domaine de la santé provient des États-Unis.

Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une question réservée aux démocrates ou aux républicains ; c'est une question sans caractère politique qui vient vraiment du cœur des États-Unis. Notre rôle prépondérant dans ce domaine a été possible à cause de l'importance du soutien des membres du Congrès tant démocrates que républicains. Je félicite le gouvernement Bush pour son action déterminante en matière de santé dans le monde, en particulier pour le lancement de deux des grands programmes de notre pays, à savoir le Plan d'aide d'urgence du président à la lutte contre le sida (PEPFAR), et l'Initiative du président en faveur de la lutte contre le paludisme (PMI). Je tiens à exprimer ma gratitude aux deux personnes qui ont aidé à rendre possible la création de ces programmes : M. Mark Dybul, l'ancien coordinateur de la lutte contre le sida dans le monde, et l'amiral Tim Ziemer, qui est actuellement à la tête de la PMI.

En dehors du secteur public, des associations américaines apportent des contributions extraordinaires. Qu'il s'agisse de la Fondation Bill et Melinda Gates, qui a consacré des milliards de dollars à la reprise des campagnes de vaccination et à la découverte de vaccins et d'autres moyens destinés à prévenir des maladies et à les soigner, du Centre Carter, qui a pris la tête de la campagne mondiale destinée à éradiquer la draconculose, de la Fondation Clinton, qui collabore avec de grands laboratoires pharmaceutiques pour fournir à des millions de personnes des médicaments contre le sida à un prix plus abordable, ou de centaines d'autres organismes répartis à travers le pays qui trouvent des moyens novateurs pour offrir à des personnes du monde entier des soins permettant de les sauver ou d'améliorer leur vie.

Des églises et des associations de fidèles contribuent aussi à apporter des soins à ceux qui en ont besoin, en envoyant notamment des bénévoles spécialisés dans le domaine de la santé, qui ont parfois à faire face à des conditions dangereuses pour soigner des gens dans des lieux où les soins médicaux sont insuffisants ou inexistantes. Il y a deux semaines, des bénévoles médicaux de plusieurs pays, dont des États-Unis, ont été assassinés en Afghanistan alors qu'ils allaient de village en village pour soigner les troubles de la vision et pour offrir des soins dentaires. Ce fut une perte terrible pour leurs familles, une perte terrible pour le monde et une perte terrible pour ceux qui ont bénéficié de leur aide ou qui en auraient bénéficié.

Des histoires telles que celle-ci nous rappellent que le renforcement de la santé dans le monde n'est pas seulement une question prioritaire pour notre gouvernement, mais aussi pour de nombreux Américains et pour l'ensemble de notre pays. C'est aussi une partie importante de notre histoire nationale, que l'on ne raconte pas aussi souvent et aussi bien que l'on devrait.

Aujourd'hui, au nom du gouvernement Obama, j'aimerais vous faire part du prochain chapitre des travaux des États-Unis dans le domaine de la santé mondiale. Il s'agit de l'Initiative mondiale en matière de santé (Global Health Initiative ou GHI) qui représente de nouvelles méthodes fondées sur de nouvelles idées et visant à atteindre un nouvel objectif, à savoir sauver la vie du plus grand nombre de personnes possible, tant en renforçant nos programmes de santé en cours qu'en se fondant sur eux pour aider les pays à développer leurs propres capacités de manière à améliorer la santé de leur population.

Avant de parler des détails de cette initiative, je tiens à faire une digression. Certains peuvent se demander pourquoi une secrétaire d'État prononce un discours sur la santé dans le monde ; il y a plein d'autres crises dans le monde, comme j'en suis bien consciente. Certains pourraient m'accuser de cesser de m'occuper temporairement de ces crises pour venir à la SAIS parler de la santé dans le monde. Qu'est-ce que les soins aux jeunes mères ou la vaccination ou encore la lutte contre le sida ont à voir avec la politique étrangère ? Eh bien, ma réponse est qu'ils ont tout à voir.

Nous investissons dans la santé mondiale pour renforcer les États fragiles ou en échec. Nous avons vu l'effet dévastateur du sida sur les pays qu'il prive de ses agriculteurs, de ses enseignants, de ses soldats, de ses soignants et d'autres professionnels, de même que les millions d'enfants qu'il rend orphelins et vulnérables, et dont les besoins dépassent de loin ce que n'importe quelle agence gouvernementale pourrait fournir à elle seule. L'effet déstabilisateur du sida a conduit le gouvernement Clinton à le

qualifier de menace non seulement à la santé mais aussi à la sécurité nationale, une description qu'avait reprise le secrétaire d'État à l'époque, M. Colin Powell. Et le Centre d'études stratégiques et internationales, qui se focalise sur la sécurité nationale, a créé la Commission pour une politique intelligente de santé mondiale sous la coprésidence de Mme Helene Gayle, de l'organisation non gouvernementale CARE, et de l'amiral William Fallon (retraité), leur confiant la tâche d'élaborer de nouvelles stratégies pour la santé mondiale, car nous sommes convaincus que cela nous aidera à faire du monde un endroit plus sûr et en meilleure sécurité.

Nous investissons dans la santé mondiale afin de promouvoir le progrès social et économique, et d'appuyer de nouveaux partenaires qui seront à même de nous aider à résoudre les problèmes régionaux et internationaux. Nous avons vu des endroits où des gens en mauvaise santé luttent à plusieurs niveaux. La pauvreté y est souvent répandue. L'infrastructure est d'habitude incomplète. La production alimentaire et le taux de scolarisation sont généralement faibles. Les personnes qui, dans d'autres circonstances, prendraient la tête des efforts pour assurer le progrès de leur famille et de leur pays, sont accablées par les maladies, les privations et les possibilités perdues.

Nous investissons dans la santé mondiale pour protéger la sécurité de notre pays. Un exemple à ce niveau : la menace que constitue la propagation d'une maladie dans notre monde interconnecté où des milliers de personnes chaque jour montent à bord d'un avion sur un continent pour en descendre sur un autre. Nous avons besoin d'un système exhaustif et efficace à l'échelle mondiale pour rester au courant des dernières données afférentes à la santé, surveiller les menaces et coordonner les interventions. La nécessité d'avoir un tel système a été mise en exergue au cours des dernières années par la propagation du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) et du virus H1N1 (de la grippe). Il est moins coûteux et plus efficace de stopper une épidémie dès qu'elle est signalée que de le faire après qu'elle est devenue une menace mondiale. Mais cela peut être très difficile à réaliser dans des endroits où les soins médicaux et les services de santé publique sont rares ou même inexistantes.

Nous investissons dans la santé publique en tant qu'outil de diplomatie publique. Pour des millions de personnes de par le monde, la prévention, les traitements et les soins auxquels elles ne peuvent avoir accès que grâce aux États-Unis, représentent l'expérience principale que ces personnes auront avec nous et l'idée qu'elles auront de nous en tant que pays et en tant que peuple. Et cette idée peut être très puissante. Donner aux gens la chance de vivre une longue vie en bonne santé ou les aider à protéger leurs enfants

des maladies reflètent nos valeurs plus clairement que ne pourraient le faire n'importe quels visites d'État ou dialogue stratégique.

Et nous investissons dans la santé mondiale en tant qu'expression claire et directe de notre compassion. Des millions périssent chaque année du simple fait qu'ils n'ont pas accès aux mesures les plus élémentaires, tels les moustiquaires, les aliments fortifiés aux vitamines, ou la thérapie de réhydratation par voie orale. Et en tant que nation et en tant que peuple, nous ne pouvons ni ne devons accepter ces pertes de vies humaines. Les accepter ne fait pas partie de notre ADN. C'est pourquoi les Américains indiquent souvent qu'ils sont en faveur des programmes qui allouent leurs contributions fiscales à l'amélioration de la santé mondiale - et ce, non pas pour les résultats que nous en tirerons mais pour les résultats qui en découleront pour les autres. Peu d'investissements correspondent aussi étroitement à nos valeurs et peu offrent plus de raisons d'être faits. Investir nos ressources de manière stratégique peut avoir un effet immédiat et durable sur les personnes, les collectivités et les pays, et la santé mondiale est un exemple primordial de tels investissements.

La liste des maladies et des déficiences de la santé qui menacent la vie et le gagne-pain de millions de gens de par le monde est presque illimitée, mais nos ressources ne le sont pas. C'est pourquoi nous devons prendre des décisions stratégiques fondées sur des faits prouvés lorsque nous ciblons les menaces les plus dangereuses pour faire en sorte que nos investissements, qui sont en fait ceux du contribuable américain, donnent des résultats. Et nous devons aussi ne pas perdre de vue le long terme, c'est-à-dire, ne pas répondre seulement aux besoins urgents qu'éprouvent les gens aujourd'hui mais aussi établir une fondation solide pour une meilleure santé demain et pour la génération suivante.

Cette façon de penser se reflète dans tous les aspects de l'Initiative mondiale en matière de santé, dont le président Obama a parlé l'an dernier. Les États-Unis investissent 63 milliards de dollars, d'abord pour poursuivre et renforcer les programmes de santé déjà en cours, et deuxièmement pour consolider ces programmes et les faire progresser vers la phase suivante en œuvrant en collaboration avec les gouvernements, les organisations, les groupes de la société civile et les particuliers afin de promouvoir les améliorations que nous pouvons espérer au niveau de la santé publique.

Nous modifions la portée de nos objectifs : au lieu de chercher des solutions aux divers problèmes chacun à son tour, nous visons à servir les êtres humains en tenant davantage compte des circonstances particulières de leur vie et en faisant en sorte qu'ils puissent recevoir les soins dont ils ont besoin tout au long de leur vie.

Prenez le cas d'une femme qui vit dans l'un des pays qui sont nos partenaires dans cette initiative.

Elle vit dans un village reculé où sa famille habite depuis des générations. Ses parents ont passé toute leur vie sans voir un médecin, mais maintenant, grâce aux efforts ardues de la communauté internationale, certains services médicaux de qualité lui sont disponibles. À une distance qu'elle peut parcourir à pied, il y a un centre de soins financé par le PEPFAR, où elle a découvert qu'elle était séropositive et où maintenant elle reçoit les médicaments antirétroviraux qui la maintiennent en bonne santé. Si elle prend une bicyclette ou un car pour aller un peu plus loin, elle trouvera un autre dispensaire où elle peut avoir accès à des soins prénataux et où ses enfants peuvent être vaccinés. Parfois, elle trouvera certains services de santé à la porte de sa maison quand des bénévoles lui apporteront des moustiquaires pour protéger sa famille du paludisme.

Mais bien qu'elle puisse recevoir des soins pour certains problèmes médicaux, pour d'autres, elle est abandonnée à son propre sort. Son dispensaire local a des quantités suffisantes de médicaments antirétroviraux mais manque entièrement d'antibiotiques et de contraceptifs. Si elle a des difficultés pendant l'accouchement, le centre de soins le plus proche où elle pourrait être opérée d'urgence est à des centaines de kilomètres ; et elle court un risque très réel de devenir la femme sur 22 qui meurt en couches en Afrique subsaharienne. Et alors qu'elle utilise des insecticides chez elle contre les moustiques, elle n'a pas accès à de l'eau potable : ses enfants échapperont peut-être au paludisme mais risquent de mourir de maladies diarrhéiques.

Il ne fait aucun doute que la situation sanitaire s'est nettement améliorée par rapport à il y a seulement quelques années. Mais on y relève encore de sérieuses déficiences.

Il y a déficience, d'abord, au niveau de la coordination entre tous les pays et organisations, y compris au sein de notre propre gouvernement, qui assurent des services de santé, à tel point que des lacunes cruciales en matière de soins restent sans remède.

Il y a déficience au niveau de l'intégration. Les maladies sont souvent traitées isolément plutôt que comme un tout, ce qui oblige des gens tels que cette femme à se rendre dans plusieurs cliniques afin d'assurer pour eux-mêmes et pour leurs enfants les soins médicaux de base.

Il y a déficience en matière d'innovation appliquée à la conception de techniques et de stratégies qu'on pourrait employer dans des endroits

pauvres en ressources et qui pourraient aider les populations les plus difficilement accessibles.

En prenant un peu plus de recul, on observe encore un autre problème : l'insuffisance des capacités nationales. Dans de nombreux endroits, des pays donateurs et des ONG extérieures sont intervenus pour assurer des services essentiels que, faute d'argent ou d'expertise, les pays ne pouvaient assurer eux-mêmes. Bien que cela soit absolument la réaction correcte en cas d'urgence, c'est une solution temporaire et non à long terme. Or, dans trop d'endroits, c'est devenu une solution à long terme.

Il s'ensuit que pour cette femme, l'accès aux soins médicaux est actuellement aléatoire et restera incertain dans l'avenir. Elle sera à la merci des cycles de financement et de l'évolution du développement dans des endroits fort éloignés de son lieu d'habitation. Elle n'aura guère de prise sur la qualité des soins qui lui seront fournis, à elle et à sa famille, alors que, si ses dirigeants élus s'investissaient plus directement et plus énergiquement, ses concitoyens et elle auraient davantage voix au chapitre en ce qui concerne le système de santé.

L'objectif fondamental de l'Initiative mondiale en matière de santé consiste à s'attaquer à ces problèmes en réunissant les programmes sanitaires individuels en un système intégré, coordonné et soutenable de soins, dont la direction reviendra au premier chef aux pays intéressés eux-mêmes. Nous prenons les investissements réalisés par notre pays dans le PEPFAR, dans l'Initiative présidentielle contre le paludisme, dans la santé maternelle et infantile, dans la planification familiale, dans les maladies tropicales négligées et dans d'autres secteurs sanitaires cruciaux - sur la base des travaux de nos organismes fédéraux, tels que le Centre d'épidémiologie - et nous en élargissons la portée en améliorant l'environnement général dans lequel ces services de santé sont prodigués. Ce faisant, nous pourrions multiplier l'impact de nos investissements et assurer l'accès des patients à des soins plus fournis et de qualité supérieure et, ainsi, à une meilleure santé.

Pour illustrer le fonctionnement de l'Initiative mondiale en matière de santé, considérons l'effet qu'elle aura sur l'un de nos programmes mondiaux les plus couronnés de succès, à savoir le PEPFAR.

Au cours des sept dernières années, le PEPFAR a assuré à des millions de personnes des services de prévention à travers l'Afrique, l'Asie et le bassin caraïbe. Il a également transformé les idées reçues au sujet des modes de traitement. Avant le PEPFAR, nombreux étaient ceux qui pensaient qu'il était impossible de traiter les séropositifs par le VIH dans les pays pauvres, du

fait que les médicaments n'étaient efficaces que si on les prenait selon un régime quotidien précis et accompagnés d'une alimentation adéquate. Pour les habitants de régions en proie à des pénuries alimentaires et dépourvues de cliniques, de pharmacies ou de personnel soignant, il semblait que le traitement leur serait à jamais inaccessible.

Mais les États-Unis ne pouvaient accepter l'injustice de laisser des millions de gens mourir alors que nous avions les médicaments capables de les sauver. Et dans le cadre du PEPFAR, nous avons installé des cliniques, formé du personnel et amélioré l'expédition et le stockage. L'expérience a réussi. Il y a sept ans, le nombre de personnes sous traitement antirétroviral en Afrique subsaharienne était inférieur à 50.000. Aujourd'hui, plus de 5 millions d'habitants du monde en développement reçoivent ce traitement dans des conditions sûres et efficaces, et le PEPFAR en soutient à peu près la moitié.

Dans le cadre de l'Initiative mondiale en matière de santé, nous poursuivons l'élan positif du PEPFAR en accroissant le financement. En 2008, ce dernier se montait à 5 milliards de dollars. Pour 2011, le président Obama a demandé plus de 5,7 milliards de dollars, ce qui représente la somme la plus importante jamais investie par un pays dans la lutte mondiale contre le sida.

De plus, nous accroissons notre objectif en matière de traitement. Grâce à l'Initiative mondiale, nous cherchons à appuyer directement le traitement de plus de 4 millions de personnes dans le monde, soit plus de deux fois le nombre des patients qui ont reçu un traitement pendant les cinq premières années du PEPFAR.

Nous augmentons également notre objectif sur le plan des soins, à plus de 12 millions de personnes, dont 5 millions d'orphelins et d'enfants en situation précaire.

Enfin, nous relevons aussi notre objectif dans le domaine de la prévention. Par l'Initiative mondiale en matière de santé, nous visons à prévenir 12 millions d'infections. À cette fin, nous adoptons une approche plus complète et élargissons la portée de méthodes qui ont fait leurs preuves. Nous dépassons la formule dite A-B-C, c'est-à-dire l'abstinence, la fidélité et l'emploi systématique et correct de préservatifs, en faveur d'une approche de A à Z en matière de prévention. En effet, nous devons utiliser tous les outils dont nous disposons - la combinaison entière des interventions médicales, comportementales et structurelles - notamment la circoncision masculine, la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, l'amélioration des moyens de dépistage et de nouveaux fonds pour les

rendre plus largement disponibles et moins coûteux, l'éducation et, le cas échéant, des réformes juridiques ou réglementaires qui faciliteront la protection des populations.

En dépit de tous les investissements que les États-Unis a déjà faits et que le monde entier a effectués, pour juguler cette épidémie nous savons que nous avons affaire à 2,7 millions de nouvelles infections par an. Si nous voulons gagner cette guerre, nous devons obtenir de meilleurs résultats sur le plan de la prévention. Notre stratégie dans le cadre de l'Initiative mondiale en matière de santé nous permettra de les obtenir.

Ainsi, l'effet immédiat, en ce qui concerne le PEPFAR, est clair : son financement et, partant, son impact s'accroîtront, et ses stratégies de prévention deviendront plus exhaustives.

De même, nous renforçons notre soutien aux autres programmes de santé que nous finançons de par le monde.

Nous augmentons notre appui à l'Initiative du président contre le paludisme avec pour but de réduire le fardeau de cette maladie de 50 % pour 450 millions d'individus.

S'agissant de la tuberculose, nous avons l'intention de sauver 1,3 million de vies en facilitant l'accès au traitement.

Et nous intensifions notre travail dans des domaines où les États-Unis peuvent et doivent montrer la voie - ceux du planning familial et de la santé maternelle et infantile. Chaque année des centaines de milliers de femmes meurent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement, presque toutes dans les pays en développement, et pour chaque femme qui meurt, vingt autres souffrent d'infections ou de lésions débilitantes. Et chaque année, des millions d'enfants de pays en développement meurent de causes complètement évitables.

Sauver la vie des femmes et des enfants requiert toute une gamme d'interventions allant de l'amélioration de la nutrition à la formation de sages-femmes capables d'aider les femmes à accoucher sans danger. Cela requiert aussi une amélioration de l'accès au planning familial, qui est une des initiatives de santé publique les plus rentables existant dans le monde aujourd'hui. Il prévient des décès de femmes et d'enfants en aidant les femmes à espacer leurs grossesses et à avoir des enfants pendant leurs années les plus fécondes. Il réduit aussi le nombre de femmes qui meurent à la suite d'avortements dangereux.

Les États-Unis ont été en première ligne de l'élaboration et de la fourniture de programmes de planning familial mais, ces dernières années, nous avons pris du retard. Avec l'Initiative mondiale en matière de santé nous regagnons le temps perdu.

En tout, grâce à cette initiative, nous allons sauver des millions de vies en renforçant notre appui aux programmes de santé américains existant dans le monde.

Mais qu'en est-il des problèmes systémiques qui affectent le PEPFAR, les programmes de l'USAID et les autres programmes de santé sur le terrain ? Qu'en est-il de cette confluence de problèmes logistiques, structurels, légaux et politiques que j'ai décrits il y a quelques minutes et qui minent la santé et rendent précaire la vie des femmes ? Tant qu'ils perdureront, ils vont limiter notre impact et celui de tous les donateurs. Les femmes qui sont épargnées par le sida meurent en couches, les enfants que nous sauvons de la polio meurent de rotavirus. Et d'une manière plus générale, pour ce qui est de la portée et de la qualité des services de santé publique et de médecine disponibles dans les collectivités ou les nations, l'avenir ne s'annonce guère différent de ce qui existe aujourd'hui.

Nous devons poser les fondations des progrès à venir en nous attaquant à certains de ces problèmes systémiques et en travaillant avec nos partenaires à éliminer certains des obstacles les plus enracinés qui affectent la santé de leurs citoyens. C'est ainsi que nous pourrions maximiser la rentabilité de nos investissements et sauver le plus grand nombre de vies, aujourd'hui et demain.

Laissez-moi vous donner quelques exemples de la manière dont nous poursuivons cet objectif.

D'abord, nous travaillons avec les pays intéressés à créer et mettre en œuvre des stratégies de santé dont ils déterminent eux-mêmes le contenu en fonction de leurs besoins et de leurs forces et nous les aidons à renforcer leur capacité de les gérer, superviser, coordonner et exploiter sur le long terme.

En pratique, cela signifie des choses différentes dans les différents pays. Dans certains, nos experts en développement forment des agents de santé communautaires à fournir des soins de base et à répondre à des questions simples sur la santé. Dans d'autres, nous créons des chaînes d'approvisionnement et nous établissons des protocoles de médicaments pour que les malades puissent y avoir accès de manière efficace. Dans d'autres encore, nous aidons à créer des systèmes d'information sur la santé

pour que les agents sanitaires puissent recueillir et analyser plus de données - allant du nombre de naissances et de décès à des informations plus complexes, comme le nombre de femmes recevant des soins prénatals dans une clinique et y revenant pour accoucher. Les pays doivent disposer d'un système de collecte et d'analyse des données afin de pouvoir suivre en permanence et améliorer leurs performances.

En second lieu, nous nous concentrons sur les besoins et sur les contributions des femmes et des filles, qui sont encore trop souvent négligées et mal servies par les professionnels qui ne remarquent pas leurs souffrances et n'écoutent pas leurs préoccupations. Si nous favorisons ainsi la santé des femmes et des filles c'est sans doute pour leur propre bien mais aussi pour le bien de leurs familles et de leurs collectivités car lorsque la santé d'une femme souffre, sa famille en souffre et par répercussion tout le village en souffre. Et inversement, lorsque les femmes sont en bonne santé, les avantages s'en trouvent multipliés.

Trop souvent, les facteurs sociaux, économiques et culturels qui limitent l'accès des femmes et des filles aux services de santé - violences à caractère sexiste, mariage des enfants, mutilations génitales féminines, manque d'éducation, manque d'accès aux opportunités économiques et autres formes de discrimination - ne sont ni reconnus ni donc traités. Nous lions nos programmes de santé à nos efforts en matière de développement afin de traiter les problèmes politiques, économiques, sociaux et sexuels sous-jacents. Et nous travaillons avec les gouvernements, les groupes de la société civile et les individus pour faire que les besoins des femmes soient reconnus comme capitaux - non seulement par nous, mais par les ministres de la santé et les gens à la base qui administrent des soins tous les jours - afin qu'ils soient pris en compte dans les budgets et les plannings des ministères des finances, des premiers ministres et des présidents.

Troisièmement, nous améliorons la manière dont nous mesurons et évaluons notre impact. Cela implique que nous donnions moins la priorité aux « intrants » et plus aux « résultats et impacts », c'est-à-dire que nous déterminions notre réussite non simplement en fonction du nombre de moustiquaires que nous distribuons mais en fonction du nombre de personnes qui ne contractent pas le paludisme parce qu'ils les utilisent correctement - vue d'ensemble plus précise qui exige que nous investissions dans des améliorations de la manière dont nous recueillons, analysons et partageons les données.

En quatrième lieu, nous investissons dans l'innovation afin d'élaborer des outils qui aideront à diagnostiquer, prévenir et guérir les maladies dans les collectivités où nous travaillons et qui sont souvent isolées et pauvres en

ressources. Nombre des outils et des techniques que nous utilisons aux États-Unis pour conserver les gens en bonne santé ne sont pas adaptés à la réalité quotidienne d'autres pays. Nous devons donc innover pour toucher les gens de manière efficace. Par exemple, en utilisant les téléphones portables. Dans plusieurs pays, nous travaillons avec des partenaires publics et privés pour aider à prévenir des décès maternels et infantiles en envoyant par portable des messages opportuns et critiques aux femmes enceintes et aux nouvelles mamans. Le portable est présent là où les antennes sanitaires ne le sont pas encore.

Pour donner un autre exemple exaltant de l'impact de l'innovation, nous avons été témoins d'une avancée importante le mois dernier lorsque des chercheurs sud-africains ont testé le premier gel microbicide aidant à prévenir la transmission du VIH. Cet essai de validation de principe a été rendu possible grâce à un financement du PEPFAR (passant par l'USAID) et du South African Department of Science and Technology et il pourrait constituer une étape majeure dans la prévention du sida parce que c'est un outil peu coûteux que les femmes peuvent utiliser sans la permission de leur partenaire. Trop souvent, ce sont les hommes qui décident ou non d'utiliser des préservatifs mais avec ce gel, les femmes ont le pouvoir de protéger leur santé.

Cinquièmement, nous améliorons la coordination et l'intégration. Et cela commence par l'alignement de tous les programmes américains dans un pays et par l'intégration des services - comme le PEPFAR l'a fait, par exemple au Kenya, en liant les programmes de lutte contre le VIH et le sida à ceux de promotion de la santé maternelle et infantile et du planning familial et de lutte contre la tuberculose.

La coordination commence au sommet, ici à Washington. L'initiative mondiale en matière de santé rassemble les experts de tous les services gouvernementaux. Alors, aujourd'hui, nous avons trois directeurs d'agence exceptionnels - qui sont aussi des médecins émérites - qui dirigent les opérations au jour-le-jour de l'initiative : ce sont le docteur Raj Shah, administrateur de l'Agence américaine pour le développement international, le docteur Eric Goosby, coordinateur mondial pour les États-Unis du programme de lutte contre le sida au PEPFAR, et le docteur Tom Frieden, directeur du Centre d'épidémiologie. Leurs agences, ainsi que l'Institut national de la santé, le ministère de la santé et des services sociaux, le ministère de la défense et le Corps de la paix vont travailler ensemble sous la direction et la gouverne du sous-secrétaire d'État Jack Lew, qui est présent parmi nous aujourd'hui. C'est une structure de direction unique qui incarne notre volonté d'assurer la coordination à tous les niveaux, de la Maison-Blanche à la base.

Sixièmement, nous travaillons avec nos partenaires existants et nous en cherchons de nouveaux. Nous voulons aligner nos efforts sur ceux des autres pays donateurs et des organisations multilatérales dont beaucoup font un travail extraordinaire pour améliorer la santé dans le monde. Permettez-moi de mentionner plus particulièrement le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cette organisation a eu un effet transformateur sur le monde, non seulement par les millions de personnes qu'elle a sauvées, mais parce qu'elle a créé un nouveau modèle permettant à la communauté internationale de coordonner ses efforts et de contribuer à la lutte contre les épidémies. Les États-Unis étaient fiers d'être le premier et le plus important des donateurs au Fonds et nous resterons le donateur le plus important dans le cadre de la requête budgétaire du président Obama pour 2011.

Mais notre collaboration la plus critique sera avec nos partenaires et nous allons leur demander de s'impliquer entièrement dans cet effort. Parce que, après tout, leurs contributions vont déterminer la réussite ou l'échec de notre objectif, de construire un système intégré, coordonné et durable de soins de santé pour un plus grand nombre d'habitants de notre globe.

Nous n'avons qu'à regarder autour de nous pour voir à quel point une direction nationale est importante. Là où les gouvernements investissent dans la santé de leurs citoyens, là où les groupes de la société civile sont associés et intégrés à l'exercice du pouvoir, là où la santé est reconnue comme une priorité dans tous les secteurs et à tous les niveaux de la société, la santé s'améliore et les habitants prospèrent.

Regardez les progrès accomplis par l'Afrique du Sud dans la lutte contre le sida. Le pays a un des taux de séropositivité les plus élevés du monde. Pendant trop longtemps, certains dirigeants sud-africains ont eu sur l'épidémie un point de vue qui niait tout lien entre le VIH et le sida. Mais cela a changé. Avec le président Zuma, le gouvernement sud-africain s'est remobilisé pour lutter contre l'épidémie, avec des financements accrus et des objectifs de dépistage et de traitement solides. Les États-Unis ont montré leur soutien sous forme de versements accrus destinés à aider l'Afrique du Sud à renforcer ses capacités pour atteindre ses objectifs et s'attaquer à l'épidémie sur le long terme.

Pour galvaniser cette direction nationale, nous utilisons tout le poids de la diplomatie américaine. Nos diplomates travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues partout dans le monde pour susciter un engagement profond envers la santé non seulement dans les bureaux du ministre de la santé, mais aussi dans ceux des ministres des affaires étrangères, de la défense, des finances et surtout dans ceux, au sommet, des premiers

ministres et des présidents. Trop souvent, nous avons vu les questions de santé reléguées au second plan et traitées comme un objectif secondaire d'allocations financières et d'attention. De fait, nous avons vu les États-Unis et d'autres donateurs arriver avec de l'argent et certains pays détourner l'argent de la santé en pensant que nous couvririons la différence. Les États-Unis sont disposés à investir leur argent, leur temps et leur savoir-faire pour améliorer la santé mais maintenant nous demandons aux gouvernements de ces pays de faire preuve de leur engagement, en termes de ressources humaines, de promesses sérieuses de renforcer leurs capacités et, le cas échéant, de soutien financier.

Nous nous attendons à ce que les pays redoublent d'efforts et leurs citoyens s'attendent à la même chose.

Mais cela ne sera pas facile. Les changements que nous essayons d'introduire par le biais de l'Initiative mondiale en matière de santé sont profonds et il y a de nombreux obstacles sur la route mais si nous réussissons, nous aurons transformé la manière dont les soins de santé sont dispensés et reçus partout dans le monde.

Nous avons déjà beaucoup progressé en tant que nation et que communauté mondiale pour sauver des existences et améliorer des conditions de vie. Et nous remercions tous ceux qui nous ont permis d'arriver à ce moment, notamment les valeureux professionnels de la santé, les dirigeants visionnaires, les chercheurs et scientifiques opiniâtres et les activistes résolus. Grâce à eux, nous sommes capables - je dirais même que nous sommes tenus - d'aller encore plus loin, de sauver plus de vies, d'assumer des tâches encore plus difficiles, de nous consacrer au travail patient et incessant de poser les fondations d'un avenir meilleur.

C'est un défi à notre mesure, en tant que pays et en tant que peuple. Et nous nous montrerons à sa hauteur, comme nous l'avons déjà fait par le passé. Ensemble, nous pouvons donner à des millions d'individus la possibilité de vivre en bonne santé et de créer un monde plus sain, plus stable et plus en paix.

C'est un honneur pour moi que de venir parler de tout cela à la SAIS parce que c'est d'ici que viendront les dirigeants dont nous avons besoin pour concrétiser cette vision, pour poser la question de savoir si, parce que la façon dont nous avons toujours fait les choses a eu certains succès, c'est la seule manière de continuer. Pour interpeller le Congrès dont la structure crée souvent des goulets d'étranglement qui empêchent les services de notre gouvernement de travailler ensemble. Pour mener à bien le travail difficile mais indispensable de convaincre les dirigeants que d'investir dans la santé

de leurs concitoyens n'est pas simplement un objectif valable mais que c'est indispensable pour l'avenir de la sécurité, de la paix et de la prospérité qu'ils disent rechercher.

Nous sommes conscients de tous les pièges et de tous les obstacles mais nous ne pouvons pas rester sans rien faire. Nous devons faire tout ce que nous pouvons en notre temps pour changer le cours des choses. Et c'est parce que je sais que vous êtes à la SAIS pour trouver votre propre voie pour aller de l'avant. Et nous nous réjouissons de votre participation et nous vous invitons à nous aider à résoudre certains des défis les plus importants d'aujourd'hui et de demain.

Je vous remercie.

(Fin de la transcription)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://www.america.gov/fr/>)